

<http://www.pressegauche.org/La-gauche-face-a-l-independance>



La gauche face à l'indépendance

- Politique québécoise - Débats -

**L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC,
UNE PRIORITÉ POUR LA GAUCHE?**

DÉBAT ET FORMATION AVEC

**SIBEL ATAOGUL
ANDRÉ FRAPPIER**

**CÉLINE HEQUET
ALAIN SAVARD**

LE QUÉBEC EST-IL UNE NATION OPPRIMÉE?
L'INDÉPENDANCE PERMET-ELLE L'ÉMANCIPATION?

Date de mise en ligne : mardi 13 mars 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Si on est là aujourd'hui, je pense que c'est à cause de cette toute petite phrase qui s'est glissée dans l'entente de fusion entre QS et ON en novembre dernier :

Parmi les sources d'oppression dénoncées par le parti unifié dans ses communications publiques et la promotion de ses idées, le régime colonial canadien sera placé au même niveau d'importance que le néolibéralisme. Par ailleurs, le « Québec-bashing » sera dénoncé et combattu par le parti unifié.

Ça a amené plusieurs personnes à se demander si le Québec était réellement une nation opprimée et même à se demander s'il s'agissait d'une nation tout court. C'est évidemment le point d'achoppement majeur.

Certains souverainistes ne se réclament pas du nationalisme mais, selon moi, si on voit l'indépendance comme une fin en soi - c'est-à-dire si on pense que de se séparer du reste du Canada, c'est positif en soi - c'est qu'on est forcément nationaliste. On pense qu'on va libérer la nation de ses chaînes ou que quelque chose comme un peuple va enfin pouvoir s'autodéterminer. Selon moi, ces deux choses-là reviennent exactement au même.

Il peut difficilement y avoir de projet d'indépendance qui ne soit pas basé sur le nationalisme. Sinon, sur quelle base déciderait-on de l'échelle de la nouvelle société ? Si l'on veut se séparer, c'est qu'il y a forcément quelque chose comme un « nous » et quelque chose comme un « eux » et que ces deux choses-là peuvent être tranchées au couteau, puisque c'est ce qu'on prétend faire.

La seule exception à laquelle je puisse penser, c'est ce que j'appelle l'indépendantisme opportuniste. On utiliserait la structure provinciale déjà en place comme moyen pour réaliser un autre projet de société qui, lui, serait la véritable fin. Mais encore faut-il que ce soit nécessaire ou même souhaitable.

Par exemple, si on élisait un gouvernement de Québec solidaire à l'échelle provinciale et que celui-ci voulait changer le mode de rémunération des médecins - un exemple anodin - on pourrait décider de déchirer nos chemises et de se séparer pour faire ce qu'on veut et hop ! pu de crédit d'impôt. Je reviendrai sur l'indépendantisme opportuniste à la fin de ma présentation.

Mais pour revenir à l'indépendance comme fin en soi, qui est maintenant le projet de Québec solidaire - qui souhaite dénoncer le « Québec bashing » sur toutes les tribunes - je pense que c'est important de souligner que le nationalisme, c'est un projet qui est, par définition, basé sur *l'exclusion*.

Entendons-nous, ce n'est pas forcément mal en soi. Par exemple, dans le mouvement féministe, les espaces non mixtes sont aussi basés sur l'exclusion. Il faut alors déterminer qui est une femme et qui n'en est pas une et, oui, on déchire notre chemise là-dessus aussi.

C'est la même chose avec la nation : il faut déterminer où elle commence et où elle finit et donc qui est dedans et qui est dehors. Les indépendantistes de gauche prétendent souvent qu'une chose telle qu'un nationalisme inclusif est possible. C'est-à-dire qu'il est possible de réaliser un projet de société inclusif de certaines personnes et exclusif de d'autres. Évidemment, je pense qu'il s'agit d'une acrobatie assez complexe à réaliser, sinon je ne serais pas ici et on serait tous encore en train de lire le journal en pyjama.

D'abord, comment détermine-t-on qui est dans la nation ? Évidemment, tous les progressistes qui ont encore leur tête tiennent à se distinguer du nationalisme ethnique, qui ne reconnaît comme membres de la nation que les gens de descendance canadienne-française. Puisque cette posture est raciste, les séparatistes de gauche se réclament du nationalisme *civique*.

Mais le problème, c'est que la distinction entre les deux types de nationalismes n'est pas aussi radicale que ce que l'on prétend [1]. La vérité, c'est que si on définit le nationalisme ethnique comme fondé uniquement sur les liens de sang, ça ne correspond pratiquement à aucun mouvement réel. La plupart de ces mouvements « réellement existants » (les Basques, les Croates, les Géorgiens) comportent aussi une importante dimension *culturelle*.

On ne voit alors plus très bien la différence avec le nationalisme civique. Mais si on inclut la dimension culturelle dans la définition du nationalisme ethnique, alors on peut soudainement y associer la plupart des mouvements, comme les Catalans ou les Écossais qui, eux, se réclament pourtant du nationalisme civique.

Au contraire, si on enlève l'aspect culturel du nationalisme civique, la nation ne devient alors qu'une association volontaire d'individus qui ne portent pas de marqueur culturel particulier, une association qui serait à renouveler chaque jour. Évidemment, dans la vraie vie, il n'y a pas de nation qui corresponde à cette abstraction-là.

Une définition moins restrictive serait celle d'une entreprise collective basée sur un consentement individuel à adhérer à des valeurs, des institutions et une identité communes. Ça sonne bien quand on le dit comme ça, mais je ne comprends pas comment on peut ne pas faire le lien entre un projet national basé sur l'adhésion à des valeurs communes et la charte des valeurs, tellement décriée dans les rangs de gauche.

Quelles seraient les valeurs propres à la nation québécoise qui ne seraient pas souhaitables pour le reste du Canada ? Et qui ne seraient pas déjà garanties par la Charte des droits et libertés ? Que ferait-on des citoyens et des citoyennes qui ne les respectent pas ? En fait, cette définition, même si elle sonne bien, n'est pas vraiment performative, parce qu'elle ne permet pas de dire qui fait partie de la nation et qui n'en fait pas partie.

Selon moi, il n'y a pas de bonne façon d'être Québécois.e. Lorsqu'on ne respecte pas les lois, les règles que l'on s'est fixées en commun, on paye une amende, on fait des travaux communautaires ou on va en prison, mais on n'arrête pas d'être Québécois.

C'est pareil pour l'adhésion volontaire à une identité collective. Il y a certainement des gens au Québec qui s'identifient davantage au Canada. Qu'est-ce qu'on ferait d'eux si jamais le Québec devenait indépendant ? Il y a aussi des gens qui s'identifient davantage avec leur pays de naissance qui n'est pas le Canada. Sont-ils des traîtres à la nation ? Ça nous amène donc à nous demander si être Québécois, c'est davantage que d'avoir une carte soleil (ce qui est déjà pas mal, si on se compare aux Américain.e.s). C'est-à-dire, est-ce que c'est vraiment autre chose que d'être résident.e permanent.e sur le territoire du Québec ?

J'entends Éric Martin grommeler dans le fond de la salle que ce que je décris, c'est l'effondrement des communs, l'avènement de la postmodernité, voire la mort du monde. Mais je fais juste relever que les « communs » dont on parle, ce ne sont pas ceux de tous le monde, ce sont ceux de la majorité. Les gens peuvent habiter sur le territoire québécois et partager une langue, une histoire commune, une culture, mais ils ne le font pas forcément. Et lorsqu'ils ne le font pas, ils sont encore Québécois.e.

Il y a des gens au Québec qui ne parlent pas Français et si le Québec se sépare, ils seront encore là. Il y a des gens qui sont des immigrants de première génération, comme Sybel - si je ne m'abuse - et moi, qui ne partagent pas d'office l'histoire du groupe majoritaire. Ils doivent en apprendre les grandes lignes pour avoir leur citoyenneté, mais

peut-on les forcer à développer un rapport émotif avec elles ?

Il y a des gens qui n'adhèrent pas à la culture majoritaire, qui mangent épicé ou qui vont à la mosquée ou n'écoutent que de la musique et des séries américaines. Et alors ? En aucun cas ces personnes ne sont-elles moins québécoises.

Elles sont québécoises parce qu'elles sont nées au Québec ou ont été admises sur le territoire Québécois, soit par nécessité économique, pour retrouver des familles ou pour protéger des gens dont la vie est menacée. Si elles ont envie de se rallier à un projet commun, un projet de gauche espérons-le, hé bien tant mieux. À nous de les convaincre. Mais jamais ça ne sera 100% de la population, sinon ça voudrait dire que nous vivons sous un régime totalitaire.

Tout ce que je viens d'expliquer, ça peut avoir l'air abstrait, mais ce que j'essaye de montrer, c'est à quel point il est difficile de tracer les contours du « nous » autrement qu'en suivant les frontières du Québec. Et si le nous, ce sont simplement les gens qui habitent à l'intérieur de ces frontières-là, on peut se demander pourquoi il faudrait se séparer du reste du Canada ?

Évidemment, si on se rapporte au fameux point 9 de l'entente, on sait que c'est parce qu'il est présumé que les habitant.e.s du territoire du Québec sont discriminé.e.s. Ça veut dire que quelqu'un, quelque part dans le ROC, a été capable de discerner un « eux » perçu comme inférieur.

Cela a été vrai pendant longtemps au sujet de Canadien.ne.s de langue française. Comme je viens d'argumenter, ça ne concernait donc pas l'ensemble des habitant.e.s du Québec, mais disons une bonne majorité. Si seulement cette discrimination était encore d'actualité, les minorités non discriminées du Québec (les minorités de la minorité) pourraient se rallier par solidarité.

Mais on n'a, à ma connaissance, pas d'indicateur empirique en ce sens. Économiquement, les revenus médians sont comparables entre les deux groupes linguistiques ; politiquement, les francophones sont bien représenté.e.s, aussi bien sur la scène provinciale que fédérale ; culturellement, on pourrait difficilement argumenter que le Québec est à l'agonie quand les gens du reste du pays se ruent ici pour venir s'amuser. Je ne sais pas si vous avez déjà essayé de passer vos vacances dans une autre province du Québec pendant Hochelaga, mais les gens vous regardent comme si vous étiez un.e demeuré.e.

Si les francophones restent minoritaires aujourd'hui, ils ne sont donc plus discriminés. Il faut bien sûr continuer de protéger les droits linguistiques de cette minorité, comme on tente de protéger les droits de toutes les minorités au pays. Mais pour ça, on a déjà la loi 101. En plus, il y a aussi des francophones à l'extérieur du Québec et leur situation deviendrait beaucoup plus précaire si la majorité des francophones quittaient le pays.

Certaines personnes argumentent que même si les Canadien.ne.s de langue française ne sont plus à proprement parler discriminé.e.s, la nature de l'État canadien est telle qu'il faudrait fuir au plus vite. L'État canadien serait intrinsèquement capitaliste, patriarcal, colonialiste. Bref, tout ce qu'on n'aime pas. Et pour une raison mystérieuse, le Québec serait tout le contraire.

Bien sûr, on n'a pas besoin d'attendre une séparation pour constater que c'est totalement faux, puisque nous avons déjà notre propre pallier gouvernemental et qu'il est tout aussi capitaliste, patriarcal et colonialiste. Sinon, on se demande pourquoi on aurait élu des néolibéraux qui sont en train de pousser les infirmières au bord de la crise de nerfs. On ne sait pas pourquoi cela changerait soudainement advenant une séparation. C'est comme si l'on voyait l'État canadien comme quelque chose de figé et d'extérieur à nous. L'État québécois serait, au contraire, comme un

lieu de pouvoir à investir. Mais il n'y a rien qui justifie ce traitement différentiel.

Ça nous ramène donc à la question de la stratégie, puisque j'ai dit au début que j'allais y revenir. Serait-il nécessaire ou même souhaitable d'utiliser de façon opportuniste la structure provinciale déjà en place pour fonder un nouveau pays ?

J'ai l'impression qu'on fait face ici à une logique circulaire. Beaucoup de militant.e.s de gauche vont s'investir dans des structures provinciales comme QS parce qu'ils s'identifient davantage au Québec qu'au Canada. Ceux et celles qui arrivent ensuite vont aller là où il y a déjà de l'action, c'est-à-dire à l'échelle provinciale. Puis on utilise l'argument selon lequel les progressistes du Québec sont surtout mobilisé.e.s à l'échelle de la province pour dire que cette province devrait se séparer pour réaliser son projet de société. Mais on aurait très bien pu se mobiliser à une autre échelle. On utilise le sentiment d'appartenance nationale pour stimuler l'engagement à l'échelle « nationale », puis on utilise l'ampleur de cet engagement comme preuve qu'il existe bien quelque chose tel qu'une nation.

Mais si l'État canadien est si pourri que ça, pourquoi y laisserait-on les autres Canadien.ne.s ? Habituellement, les séparatistes de la gauche radicale comme la CUP - en Catalogne - vont argumenter que n'est pas *contre* les autres travailleurs et travailleuses. Mais de toute évidence, ce n'est pas avec eux et elles non plus. Pourquoi ? C'est parce que l'on pense qu'il y a quelque chose comme un « eux » et un « nous », ce qui nous ramène à l'argument du début et la difficulté de trancher qui appartient à chacun des deux groupes.

Je pense que c'est vraiment difficile d'établir des « eux » et des « nous » en dehors de réels rapports de domination entre les groupes. Pour moi, ce n'est plus le cas entre les Canadien.ne.s de langue française et ceux et celles de langue anglaise. Si l'on prétend combattre des systèmes tels que le capitalisme, alors la simple logique nous amène à conclure qu'il faut s'attaquer à ceux et celles qui détiennent les moyens de production et non prendre un détour alambiqué par l'État canadien pour faire croire que c'est pas parce qu'on aime pas les Canadien.ne.s anglais, mais finalement c'est ça pareil.

[1] Rogers Brubaker, « The Manichean Myth : Rethinking the Distinction Between 'Civic' and 'Ethnic' Nationalism », dans *Nation and National identity*. (Zurich : Rüegger, 1999), p. 55-71.